

SD/LV/SB - 2026/665/AT
DOCUMENTS/ARRETES/2026/TEMPORAIRES/CIRCULATION/TRAVAUX/E-F/
695EIFFAGEROUTEPLACEPREFECTURE(REPRISETROTTOIR+GRILLEBOULANGERIE).DOC

LE MAIRE DE MONTBRISON,

- VU le code de la route,
- VU le code pénal et son article R 610-5,
- VU les articles L 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté de circulation urbaine du 26 janvier 1981,
- VU les arrêtés municipaux temporaires et permanents, postérieurs à l'arrêté de circulation urbaine précité, réglementant le stationnement et la circulation sur l'agglomération,
- VU la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2025 fixant les tarifs municipaux pour l'année 2026,
- CONSIDERANT la demande en date du 9 septembre 2026 de l'entreprise EIFFAGE ROUTE, représentée par Monsieur Francis BLANCHON, domiciliée à ANDREZIEUX-BOUTHEON (42160) 17 bd Charles Voisin pour la réalisation de travaux de reprise de trottoir devant le bâtiment de la Sous-Préfecture et reprise d'une grille à hauteur de la boulangerie place de la Préfecture pour le compte de la ville, en modifiant les conditions de circulation et de stationnement, du 11 au 14 septembre 2026,
- CONSIDERANT que ces travaux ne pourront pas être réalisés sans modifier les conditions de circulation et de stationnement dans le secteur,
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de prendre les mesures nécessaires pour la sécurité des piétons et véhicules circulant sur le territoire communal,

A R R E T E

ARTICLE 1: L'entreprise EIFFAGE ROUTE sera autorisée à occuper le domaine public et à modifier les conditions de circulation et de stationnement pour la réalisation de ces travaux suivant les prescriptions du présent arrêté municipal.

ARTICLE 2 : PLACE DE LA PREFECTURE

2-1 CIRCULATION

- Elle se fera sur chaussée rétrécie à hauteur des zones de chantier et à vitesse de circulation limitée à 30 km/h pour tous les véhicules.

2-2 STATIONNEMENT

- il sera interdit à tous véhicules sur les zones de chantier et de part et d'autre desdites zones à tous véhicules sauf entreprise.
- Les piétons seront invités à se déplacer des zones de chantier.
- Les accès riverains devront être maintenus pendant toute la durée des travaux en accord avec le conducteur du chantier.

ARTICLE 3 : PETITE RUE DE LA PREFECTURE

3-1 CIRCULATION

- Elle sera interdite à tous véhicules autres que l'entreprise, police, secours, depuis le boulevard de la Préfecture et à son intersection avec la rue Bourgneuf.



3-2 STATIONNEMENT

- Il sera interdit à tous véhicules sur les zones de chantier et de part et d'autre desdites zones à tous véhicules sauf entreprise.
- Les piétons seront invités à se déporter des zones de chantier.
- Les accès riverains devront être maintenus pendant toute la durée des travaux en accord avec le conducteur du chantier.

ARTICLE 4 : DUREE DES DISPOSITIONS

- Les présentes dispositions seront effectives à compter du VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2026 à 7 heures et seront maintenues jusqu'au LUNDI 14 SEPTEMBRE 2026 à 18 heures, y compris soirs, week-end et jours fériés si le chantier ne permet pas une libération du domaine public.
- Dans la mesure du possible, l'entreprise rétablira des conditions de circulation à vitesse limitée du vendredi soir au lundi matin.
- L'entreprise s'engage à rétablir les conditions normales d'occupation du domaine public dès que l'avancée du chantier le permettra et à réduire au maximum la durée de son intervention.
- En cas d'interruption de chantier pour une longue durée, le domaine public devra être rendu à son utilisation première (circulation et stationnement).

ARTICLE 5 : SIGNALÉTIQUE – SECURITÉ – INFORMATION

- La signalisation appropriée, ainsi que la pré signalisation, seront mises en place par l'entreprise au minimum 48 heures auparavant pour information préalable et sécurité des usagers du domaine public.
- Les indications « RUE BARREE » seront mises en place par l'entreprise.
- Le chantier sera interdit au public.
- Le domaine public devra être rendu en bon état de propreté et non détérioré.
- L'information aux riverains est à la charge de l'entreprise et de son donneur d'ordre.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

Les véhicules des contrevenants aux présentes dispositions seront verbalisés et pourront être mis en fourrière.

ARTICLE 7 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

- Le pétitionnaire devra s'acquitter des droits d'occupation du domaine public en vigueur au moment des travaux, fixés par délibération du Conseil Municipal.
- Compte-tenu de la réalisation de ces travaux pour le compte de la ville, il ne sera pas perçu de redevance.

ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification par voie postale et/ou internet (www.telerecours.fr).

ARTICLE 9 : PUBLICATION

Le présent arrêté municipal sera publié sur le site Internet de la ville à compter du

ARTICLE 10 : RECOURS

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification par voie postale et/ou internet (www.telerecours.fr).

ARTICLE 11 : PUBLICATION

Le présent arrêté municipal sera publié sur le site Internet de la ville à compter du 10/09/26 -

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur général des services, Madame la Commandante de la brigade de Gendarmerie de Montbrison et Monsieur le chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le chef de la Police Municipale,
- Ambulances ALLIANCE,
- Le centre de secours,
- EIFFAGE ROUTE /francis.blanchon@eiffage.com,
- Pôle CTM / Espace public
- LFa/ voirie-éclairage,
- LFa / OM et TRI,
- Direction des Affaires Générales/ recueil des actes administratifs
- La Presse.

Le 9 septembre 2026

Pour Monsieur le Maire
Luc VERICEL
Adjoint délégué



2026/665/AT
695EIFFAGEROUTEPLACEPREFECTURE(REPRISETROTTOIR+GRILLEBOULANGERIE).DOC



